



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2016

L'An deux mil seize, le vingt-six février, les membres du Conseil Municipal de la commune de Bannalec se sont réunis en séance à 18h15, à la Mairie, salle du Conseil, sur la convocation qui leur a été donnée le dix-neuf février deux mil seize, conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de conseillers en exercice : 29.

Etaient présents :

M. Yves ANDRÉ, Mme Marie-France LE COZ, M. Guy LE SERGENT, Mme Nicole RIOUAT, M. Christophe LE ROUX, Mme Josiane ANDRÉ, M. Sylvain DUBREUIL, Mme Pascale LE BOURHIS, M. Jérôme LEMAIRE, M. Marcel JAMBOU, M. Gérard VIALE, M. Guy DOEUFF, Mme Anne-Marie QUÉNÉHERVÉ, Mme Patricia DELAUD, Mme Marie-Josée TOULLEC, M. Bruno PERRON, Mme Marie-Laure FALCHIER, M. Roger CARNOT, Mme Martine PRIMA, Mme Eva COX, M. Stéphane LE GUERER, Mme Christelle BESSAGUET, M. Arnaud TAËRON, M. Stéphane LE PADAN, Mme Laurence ANSQUER, M. Michel LE GOFF, Mme Denise DECHERF, M. Stéphane POUPON.

Etaient absents :

Mme Christelle COUTHOUIS, excusée, qui a donné procuration à Monsieur Sylvain DUBREUIL.

La séance a été ouverte sous la présidence de M. Yves ANDRÉ, Maire.

Le Conseil Municipal a choisi M. Sylvain DUBREUIL, Conseiller Municipal, pour secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance du Conseil municipal est mis aux voix.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré, adopte, à l'unanimité le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 18 décembre 2015.

DEL 26.02.2016-001 : Débat d'Orientations Budgétaires.

Dans le cadre de la préparation du budget de l'exercice 2016, il appartient, comme chaque année, au Conseil Municipal, de débattre des orientations budgétaires.

Ce débat permet à l'Assemblée de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Il donne également aux élus la possibilité de s'exprimer sur la stratégie financière de la Commune.

Il n'est pas l'objet d'un vote, mais il vise à éclairer la préparation du budget qui sera soumis à l'examen et à l'approbation du Conseil Municipal le 25 mars prochain.

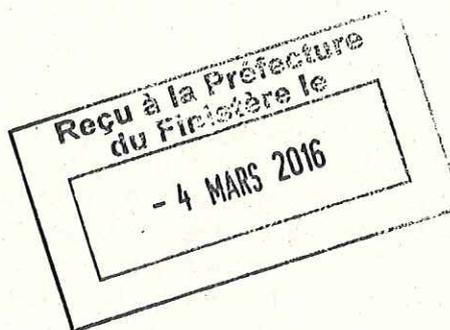
Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

Prend acte de toutes les informations apportées et des documents qui lui ont été présentés.

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le Maire,

Yves ANDRE.

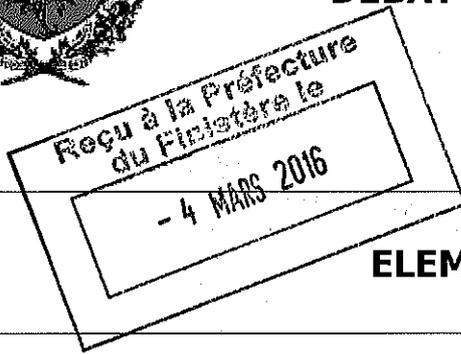




COMMUNE DE BANNALEC

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2016

Vendredi 26 février 2016



ELEMENTS DE CONTEXTE

Préambule

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est une étape essentielle du calendrier financier des communes. Il est prévu au deuxième alinéa de l'article L.2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) modifié par **la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe)**. Il dispose que « Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. ». Ces exigences nouvelles (engagements pluriannuels, dette, délibération) étant déjà l'usage à Bannalec, il n'y aura pas de changement significatif cette année dans notre commune. L'article 107 de la loi NOTRe introduit cependant une nouveauté : le DOB des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) doit être transmis obligatoirement aux communes membres et celui des communes au président de l'EPCI. Par ailleurs lorsqu'un site internet de la collectivité existe, le rapport adressé au conseil à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires doit être mis en ligne.

Le contexte financier dans lequel évolue la commune de Bannalec dépend d'éléments tenant à son environnement macroéconomique et financier (I) ainsi que des décisions prises par l'Etat en matière de finances publiques (II). Si pour le premier point, on se contentera de repères chiffrés, le deuxième, nous impactant plus directement, sera développé.

I – Environnement macroéconomique et financier

La croissance française va continuer à bénéficier de plusieurs facteurs favorables (inflation faible, coût du pétrole peu élevé, faiblesse de l'euro favorable aux exportations). Les taux d'intérêt demeurent également très faibles.

Le redressement des finances publiques en 2014 a été de 3.9% du PIB contre 4.4% initialement envisagés dans la loi de programmation des finances publiques (LPFP).

D'une manière synthétique :

- Contexte macro-économique

Croissance en France	1.5%
Croissance dans la zone euro	1.8%
Inflation	1.0%

- Administrations publiques

Croissance en volume de la dépense publique	0.4%
Déficit public (% du PIB)	3.3%
Dette publique (% du PIB)	96.5%

- Collectivités territoriales

Transferts financiers de l'Etat	97 707 millions d'euros
Croissance dans la zone euro	50 929 millions d'euros
Inflation	33 109 millions d'euros

II – Finances publiques

Les principales dispositions impactant notre budget se trouvent dans le projet de loi de finances (PLF 2016) et le collectif budgétaire de fin d'année (PLFR 2015) adoptés par le parlement le 17 décembre 2015.

La poursuite de la baisse des concours de l'Etat

Les concours financiers de l'Etat aux collectivités reculeront de 3.3 milliards d'euros. C'est la dotation globale de fonctionnement (DGF) qui absorbe l'essentiel de la baisse. Son enveloppe nationale diminue de 9.2% (passage de 36.6 milliards d'euros à 33.2 milliards d'euros). Comme l'an dernier, la répartition met l'accent sur la péréquation verticale (dotation de solidarité urbaine – DSU - et dotation de solidarité rurale – DSR). Ainsi la DSR sera augmentée de 117 millions d'euros (contre +39 à +91 millions par an jusqu'en 2014). La commune de Bannalec est, pour l'instant, éligible aux trois composantes de la DSR (péréquation, bourg-centre et cible). C'est le comité des finances locales qui procède à la ventilation de la croissance de la dotation entre ses différentes composantes.

Le fonds de péréquation intercommunal (FPIC), assure une redistribution des ressources des ensembles intercommunaux les plus favorisés vers les plus défavorisés. Pour ne pas pénaliser deux fois les territoires les plus aisés (contribution aux péréquations verticales et horizontales), il a été décidé de ralentir la montée en régime de l'enveloppe nationale du FPIC par rapport à ce qui était prévu. Il poursuit toutefois sa montée en puissance (+220 millions d'euros) contre +210 millions d'euros en 2015. L'ensemble composé de Quimperlé communauté et de ses 16 communes membres se trouve à la frontière de l'éligibilité au FPIC ce qui crée tous les ans une incertitude sur cette recette pourtant importante pour la commune. Le CGCT prévoit une garantie de 50% du montant l'année de sortie du dispositif. La loi a introduit une garantie spécifique pour les territoires qui sortiraient du fonds en 2016 : 90% en 2016, 75% en 2017 puis 50% en 2018 (la garantie de droit commun de 50% continue de s'appliquer pour toute sortie après 2016).

Réformes ajournées

Véritable arlésienne des finances publiques locales, et à l'ordre du jour depuis au moins le premier gouvernement Rocard, **la révision des valeurs locatives** (assiette des impositions directes locales, le système date de la fin des années 60) est une nouvelle fois reportée. Les valeurs locatives seront revalorisées arbitrairement de 1% en 2016 (contre 0.9% en 2015 et 2014 et 1.8% en 2013 et 2012). Quand à la révision des valeurs des locaux professionnels (réforme prête) elle voit son application reportée d'un an pour la troisième fois consécutive (et plus lissée et plus encadrée).

La réforme de la DGF qui devait initialement être opérationnelle au premier janvier 2016, ne s'appliquera qu'au 1^{er} janvier 2017. Dans l'attente la DGF 2016 sera répartie comme en 2015.

La réforme de la DGF du bloc local (communes et intercommunalité) a été engagée pour la rendre plus lisible, moins complexe et plus efficace en termes de péréquation. Elle a pour objectifs de supprimer progressivement les écarts de ressources non justifiés entre les collectivités et d'augmenter l'efficacité de la DGF avec des versements plus concentrés sur les communes et les intercommunalités les moins favorisées et avec un encouragement à l'intégration fiscale. La DGF n'aurait plus que trois composantes simples à conceptualiser : une dotation de base (75.72 € par habitant), une dotation prenant en compte les charges de ruralité et, enfin, une dotation prenant en compte, pour les communes centre et les EPCI, les charges de centralité.

Ainsi, la dotation nationale de péréquation (DNP) sera supprimée et viendra abonder la DSU et la DSR. La DSR-cible sera également supprimée et la DSR-péréquation sera rémanagée : réduction du nombre de communes éligibles aux deux tiers de la strate (de 34 600 à 23 000) en fonction d'un indice mêlant le revenu par habitant et le potentiel fiscal. A compter de 2017, les communes éligibles voient leur dotation encadrée : $95\% \text{ DSR}(n-1) \leq \text{DSR}(n) \leq 120\% \text{ DSR}(n-1)$.

Mesures nouvelles

Dans la loi de programmation des finances publiques, la diminution prévue des concours financiers de l'Etat était de 3.67 milliards d'euros. Si elle n'est « que » du montant indiqué plus haut c'est que quelques mesures nouvelles ont été adoptées.

Tout d'abord **le fonds d'amorçage de la réforme des rythmes scolaires est reconduit.**

Le **fonds d'aide à l'investissement local** d'un montant de 423 millions d'euros en 2015 sera doté en 2016 d'un milliard d'euros.

Le taux de cotisation au centre national de la fonction publique (**CNFPT**) sera de 0,9% au lieu de 1%.

Enfin, les dépenses d'entretien de bâtiment et de voirie (ainsi que les investissements relatifs au haut débit) seront désormais éligibles au fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (**FCTVA**), fonds qui a donc été abondé. Le versement du FCTVA qui était comptabilisé en recettes d'investissement, se fera en section de fonctionnement pour cette partie, ce qui engendrera une hausse « mécanique » d'épargne brute.

*

*

*

ANALYSE RETROSPECTIVE

I – Budget général

1.1 - Section de fonctionnement

Réalisations 2015

Dépenses	BP 2015	CA 2015	Taux de réalisation
opérations réelles	4 279 752	4 208 373	98,33%
011 charges à caractère général	1 214 100	1 212 522,57	99,87%
012 charges de personnel	2 330 395	2 292 696,00	98,38%
65 autres charges de gestion courante	579 300	572 627,43	98,85%
66 charges financières	152 457	128 701,32	84,42%
67 charges exceptionnelles	3 500	1 825,91	52,17%
opérations d'ordre	557 720	111 965	20,08%
amortissement		96 964,56	-
écritures de cessions		15 000,00	-
023 virement à la section d'investissement	437 720	-	
022 dépenses imprévues	18 000	-	
TOTAL DEPENSES	4 855 472	4 320 337,79	88,98%

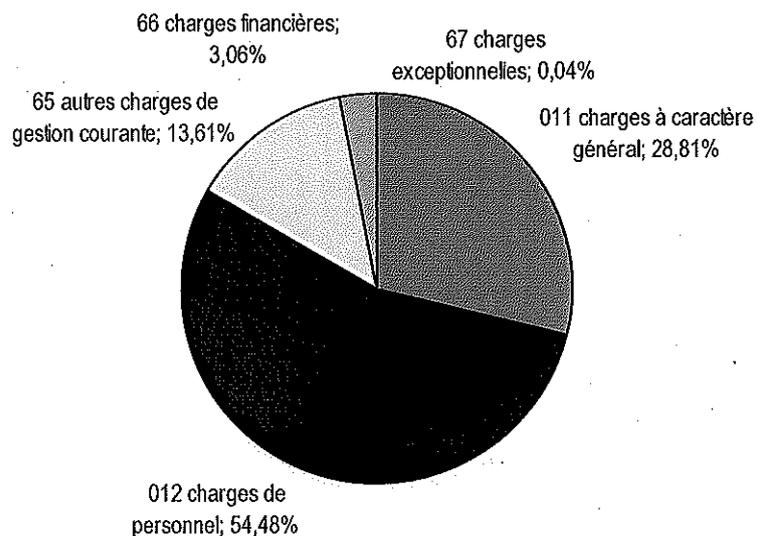
Pour mémoire, taux de réalisation BP 2014 = 86,71 %

Recettes	BP 2015	CA 2015	Taux de réalisation
opérations réelles	4 765 472	5 022 673	105,40%
70 produits des services	286 700	296 075,18	103,27%
73 impôts et taxes	3 086 241	3 106 065,47	100,64%
74 dotations, subventions, participations	1 220 031	1 409 674,04	115,54%
75 autres produits de gestion courante	80 000	78 210,63	97,76%
77 produits exceptionnels	2 500	17 401,83	696,07%
013 atténuation de charges	90 000	115 245,60	128,05%
opérations d'ordre	90 000	89 858	99,84%
travaux en régie	90 000	89 857,56	99,84%
produits de cessions	-	-	-
002 excédent de fonctionnement	-	-	-
TOTAL RECETTES	4 855 472	5 112 530,31	105,29%

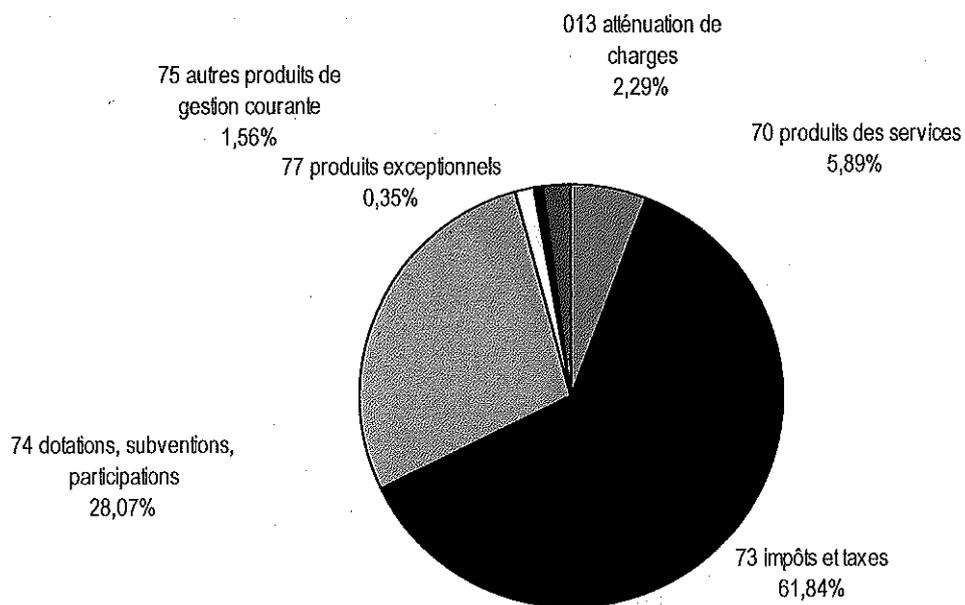
Pour mémoire, taux de réalisation BP 2014 = 99,62 %

Résultat de clôture :	792 192,52 €
------------------------------	---------------------

Structure des dépenses de fonctionnement 2015



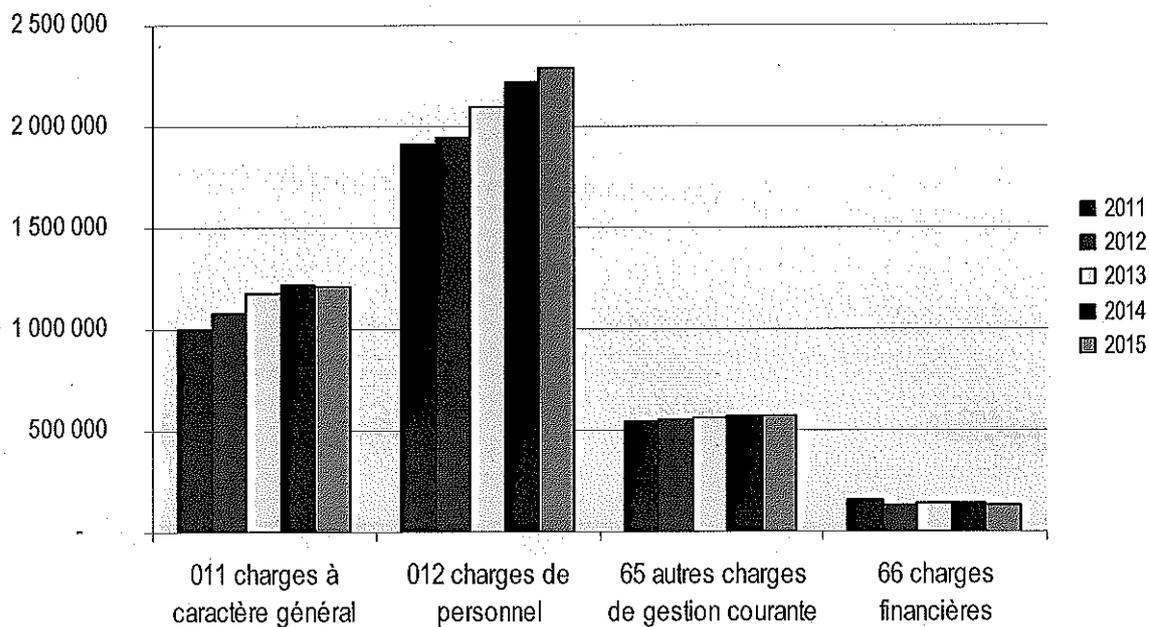
Structure des recettes réelles de fonctionnement 2015



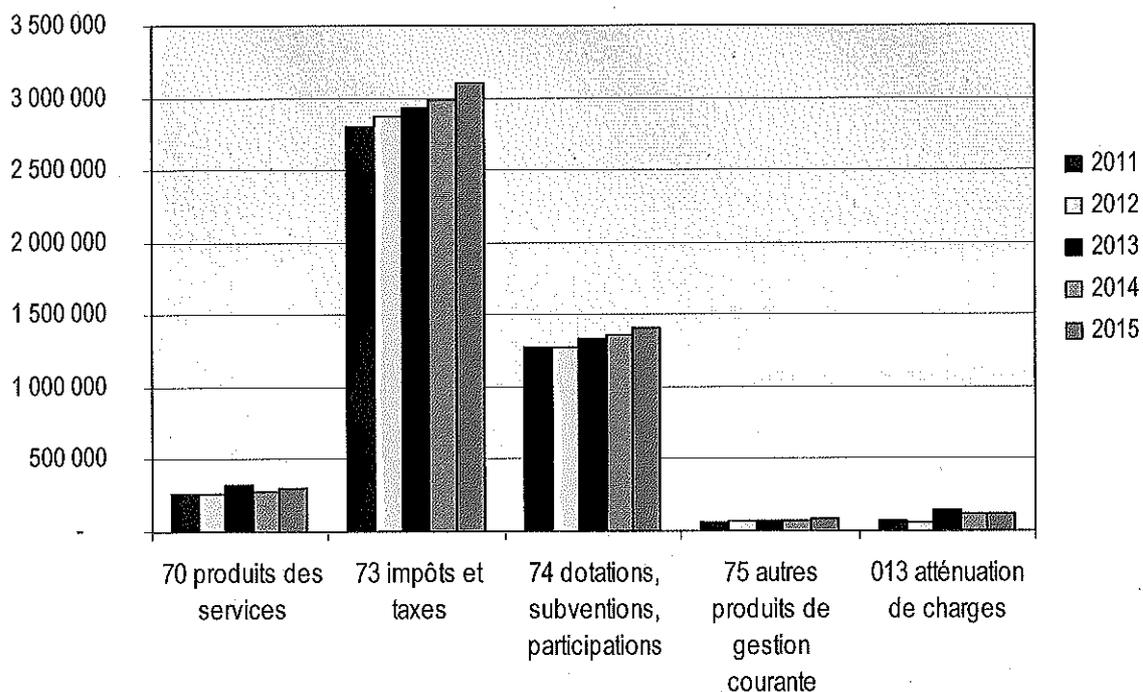
Evolution des dépenses et des recettes 2011 – 2015

Dépenses	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015 / 2014
opérations réelles	3 621 664	3 707 933	3 990 637	4 144 440	4 208 373	1,54%
011 charges à caractère général	1 001 908	1 076 857	1 179 532	1 220 691	1 212 522,57	-0,67%
012 charges de personnel	1 909 395	1 944 942	2 096 663	2 215 004	2 292 696,00	3,51%
65 autres charges de gestion courante	541 409	551 375	559 260	569 298	572 627,43	0,58%
66 charges financières	155 315	134 159	140 699	139 292	128 701,32	-7,60%
67 charges exceptionnelles	13 638	601	14 484	154	1 825,91	
opérations d'ordre	169 220	184 023	128 940	145 939	111 965	
amortissement / opérations de cessions	169 220	184 023	128 940	145 939	111 965	
TOTAL DEPENSES	3 790 885	3 891 955	4 119 577	4 290 379	4 320 338	
Evolution	-	2,67%	5,85%	4,15%	0,70%	
Recettes	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015 / 2014
opérations réelles	4 512 401	4 574 635	4 820 559	4 823 844	5 022 673	4,12%
70 produits des services	263 336	267 217	326 524,84	281 123,26	296 075,18	5,32%
73 impôts et taxes	2 796 953	2 880 070	2 937 397,00	2 983 660,44	3 106 065,47	4,10%
74 dotations, subventions, participations	1 270 834	1 273 063	1 337 809,45	1 358 937,08	1 409 674,04	3,73%
75 autres produits de gestion courante	60 131	69 169	73 704,34	77 954,43	78 210,63	0,33%
77 produits exceptionnels	49 754	23 381	3 090,13	2 457,09	17 401,83	
013 atténuation de charges	71 393	61 736	142 033,46	119 712,16	115 245,60	-3,73%
opérations d'ordre	57 956	92 926	92 902	105 051	89 858	
travaux en régie	57 956	31 865	59 764,78	51 914,62	89 857,56	
produits de cessions		61 062	33 137,00	53 136,80	-	
TOTAL RECETTES	4 570 357	4 667 562	4 913 461	4 928 896	5 112 530	
Evolution	0,41%	2,13%	5,27%	0,31%	3,73%	

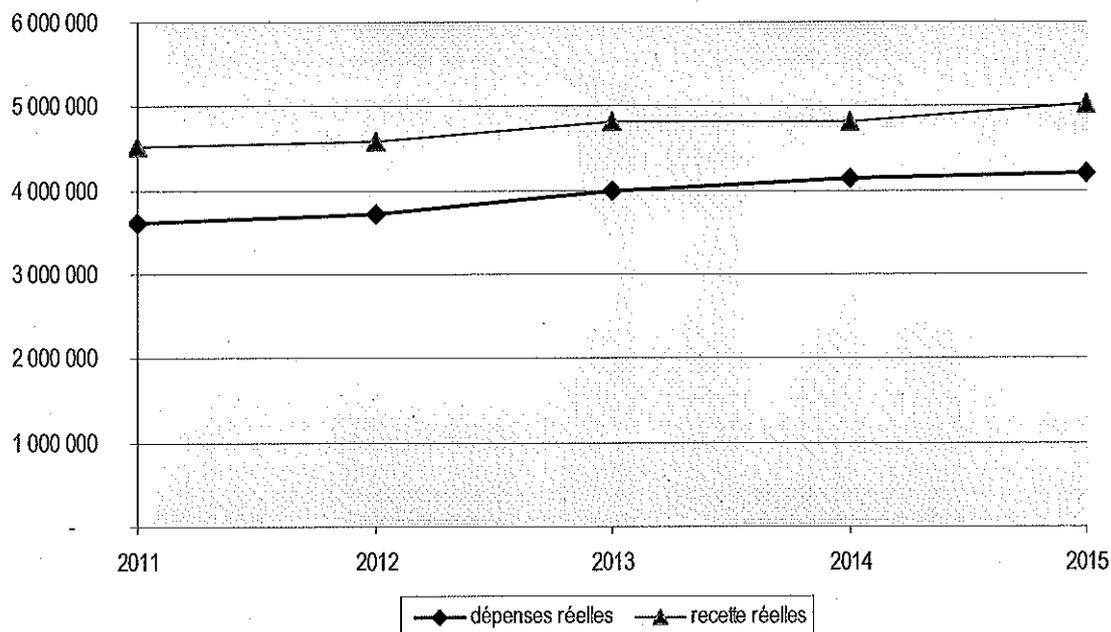
Evolution des dépenses de fonctionnement 2011-2015



Evolution des recettes de fonctionnement 2011-2015



Evolution des dépenses et des recettes réelles 2011-2015



Epargne brute 2015

dépenses réelles : 4 208 373

011 charges à caractère général 1 212 523
012 charges de personnel 2 292 696
65 autres charges de gestion courante 572 627
66 charges financières : 128 701
67 charges exceptionnelles : 1 826
Epargne brute 2015 : 814 300

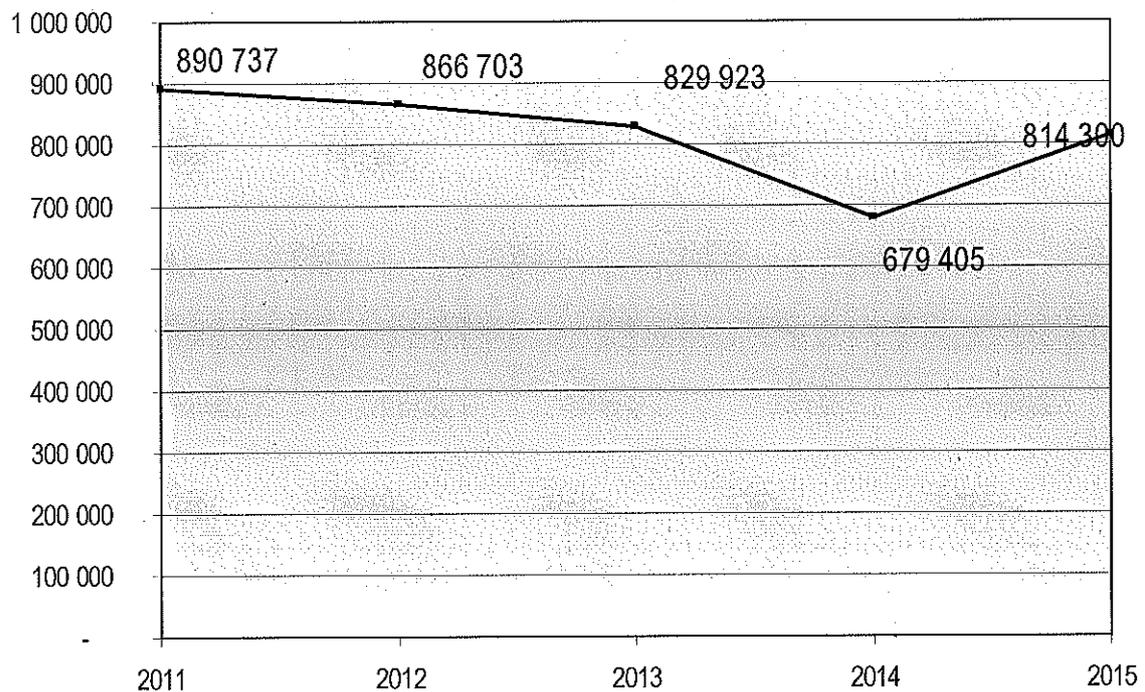
Recettes réelles : 5 022 673

70 produits des services : 296 075
73 impôts et taxes 3 106 065
74 dotations, subventions, participations 1 409 674
75,76,77

Evolution de l'épargne brute 2011-2015

	2011	2012	2013	2014	2015
Recettes réelles	4 512 401	4 574 635	4 820 559	4 823 844	5 022 673
Dépenses réelles	3 621 664	3 707 933	3 990 637	4 144 440	4 208 373
Epargne brute	890 737	866 703	829 923	679 405	814 300

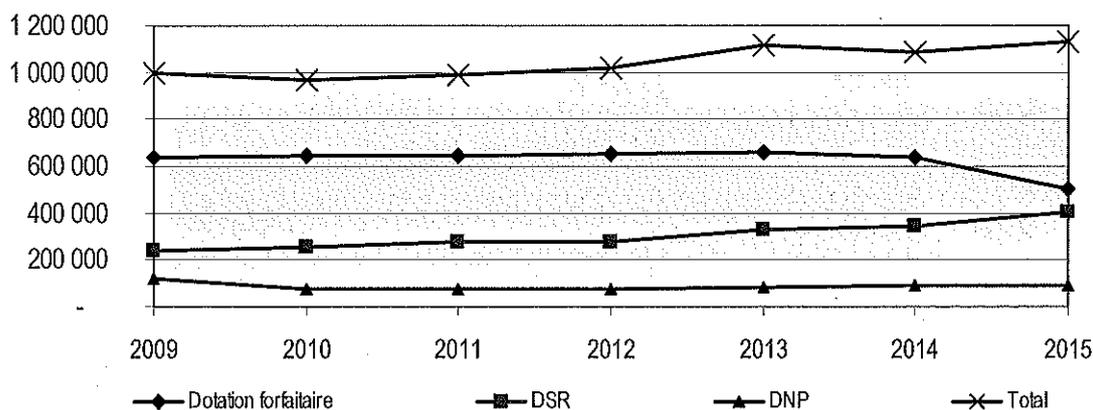
Evolution de l'épargne brute 2011 - 2015



Evolution des dotations de l'Etat

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dotation forfaitaire	638 822	642 632	641 390	650 503	663 462	634 794	504 158
DSR	242 744	255 351	276 227	275 045	329 321	348 393	403 290
DNP	119 035	72 682	73 721	72 951	80 658	86 382	92 646
FPIC				18 093	42 356	20 853	128 857
Total	1 000 601	970 665	991 338	1 016 592	1 115 797	1 090 422	1 128 951
Evolution	10,69%	0,00%	2,13%	2,55%	9,76%	-2,27%	3,53%

Evolution des dotations de l'Etat 2009-2015



Fiscalité

Evolution des contributions directes et des compensations

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
contributions directes	1 585 741	1 645 956	1 739 840	1 796 872	1 831 625	1 962 488
évolution		3,80%	5,70%	3,28%	1,93%	7,14%
fiscalité reversée	933 980	924 665	916 162	919 016	919 664	919 873
compensation TH,TP,TF	176 388	172 129	168 392	156 570	144 338	142 031
évolution		-2,41%	-2,17%	-7,02%	-7,81%	-1,60%

Evolution des bases d'imposition

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
TH	5 491 666	5 651 737	5 914 000	6 214 388	6 380 689	6 677 155
évolution		2,91%	4,64%	5,08%	2,68%	4,65%
TFB	4 258 737	4 459 000	4 648 000	4 877 552	4 963 906	5 137 599
évolution		4,70%	4,24%	4,94%	1,77%	3,50%
TFNB	335 591	342 000	349 100	356 362	359 869	361 216
évolution		1,91%	2,08%	2,08%	0,98%	0,37%

Evolution des taux d'imposition

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
TH	13,77	13,77	13,77	13,77	13,77	14,18
FB	16,09	16,09	16,09	16,09	16,09	16,57
FNB	42,88	42,88	42,88	42,88	42,88	44,17

Budget Général / Section de fonctionnement

Les réalisations 2015 s'élèvent, en dépenses de fonctionnement, à la somme de 4 320 338 €. Les réalisations 2015 s'élèvent, en recettes de fonctionnement, à la somme de 5 112 530 €.

Le résultat de clôture est donc de 792 192 €.

En structure,

- les charges de personnel représentent 54.60%
- les charges à caractère général représentent 28.88%
- les autres charges de gestion courante représentent 13.64%
- et les charges financières 3.06%

En structure,

- les impôts et taxes représentent 61.84%
- les dotations, subventions et participations représentent 28.07%
- les produits des services représentent 5.89%
- les atténuations de charges représentent 2.29%
- et les autres produits de gestion courante 1.56%

Malgré une augmentation significative des dépenses et des recettes de fonctionnement depuis 2010, on constate une progression plus lente des dépenses en 2015 (+ 0,48%) avec une maîtrise ou une baisse dans :

- les charges à caractère général : - 0,67%,
- les charges financières : - 7,60%
- les autres charges de gestion courante : +0,58%.

L'évolution 2015 par rapport à 2014 montre une augmentation des dépenses réelles de 1.32% parallèlement à une augmentation des recettes réelles de 4.12%.

Les dotations de l'Etat augmentent de 3.53% par rapport à 2014. Ceci s'explique, en outre, par l'augmentation du FPIC de + 100 000 € par rapport à 2014 qui compense en partie la baisse de la dotation forfaitaire.

Il est à noter, en 2015, un redressement du dynamisme des bases fiscales.

Cette année, les dépenses de fonctionnement ont augmenté moins vite que les recettes, la maîtrise des dépenses par les services se constate ici et est accompagnée par une baisse des charges financières du fait du solde de 2 emprunts.

L'autofinancement étant dégagé de la section de fonctionnement, la capacité à financer les investissements en dépend.

L'épargne brute correspond à la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement. Pour 2015, elle s'élève à 814 300 €.

1.2 - Section d'investissement

Réalisations 2015

Dépenses	BP 2015	CA 2015
opération réelles	3 922 000	1 766 257
20 immobilisations incorporelles	220 050	98 024,27
21 immobilisations corporelles	1 500	201 901,98
23 immobilisations en cours	3 180 391	994 033,89
16 emprunts et dettes	480 000	472 296,99
27 autres immobilisations financières	5 000	-
020 dépenses imprévues	40 059	-
opérations d'ordre	90 000	89 858
travaux en régie	90 000	89 857,56
TOTAL DEPENSES	4 017 000	1 856 114,69

Détail des opérations d'investissement

Opérations	BP 2015	CA 2015	Taux de réalisation	RAR
matériel mobilier scolaire	15 000	4 154,71	27,70%	10 845,29
travaux école primaire	26 400	1 632,64	6,18%	24 767,36
travaux de voirie	200 000	63 136,95	31,57%	136 863,05
travaux urbains	778 724	248 171,41	31,87%	530 552,59
bâtiments communaux	1 656 601	662 767,99	40,01%	993 833,01
travaux école maternelle	50 440	43 601,46	86,44%	6 838,54
matériel mobilier divers	38 726	31 028,26	80,12%	7 697,74
acquisition de terrains	100 000	1 307,38	1,31%	98 692,62
matériel sportif	7 000	-	0,00%	7 000,00
Espace Toupin	6 000	56,20	0,94%	5 943,80
environnement	2 000	-	0,00%	2 000,00
matériel de transport	160 000	125 168,45	78,23%	34 831,55
travaux au stade	4 500	1 200,00	26,67%	3 300,00
acquisition d'immeuble	115 000	-	0,00%	115 000,00
cuisine centrale	20 000	17 720,42	88,60%	2 279,58
TOTAL	3 180 391	1 199 945,87	37,73%	1 980 445,13

Recettes	BP 2015	CA 2015
opération réelles	2 783 862	1 050 000
10 dotations, fonds divers, réserves	865 083	856 684,94
13 subvention d'investissement	530 000	174 494,62
16 emprunts et dettes	1 336 780	-
27 autres immobilisations financières	2 000	18 820,00
45 opération pour compte de tiers	-	-
024 produits de cessions	50 000	-
opérations d'ordre	557 720	111 965
amortissement	120 000	111 964,56
021 virement de la section de fonctionnement	437 720	-
001 solde positif reporté	675 418	-
TOTAL RECETTES	4 017 000	1 161 964,12

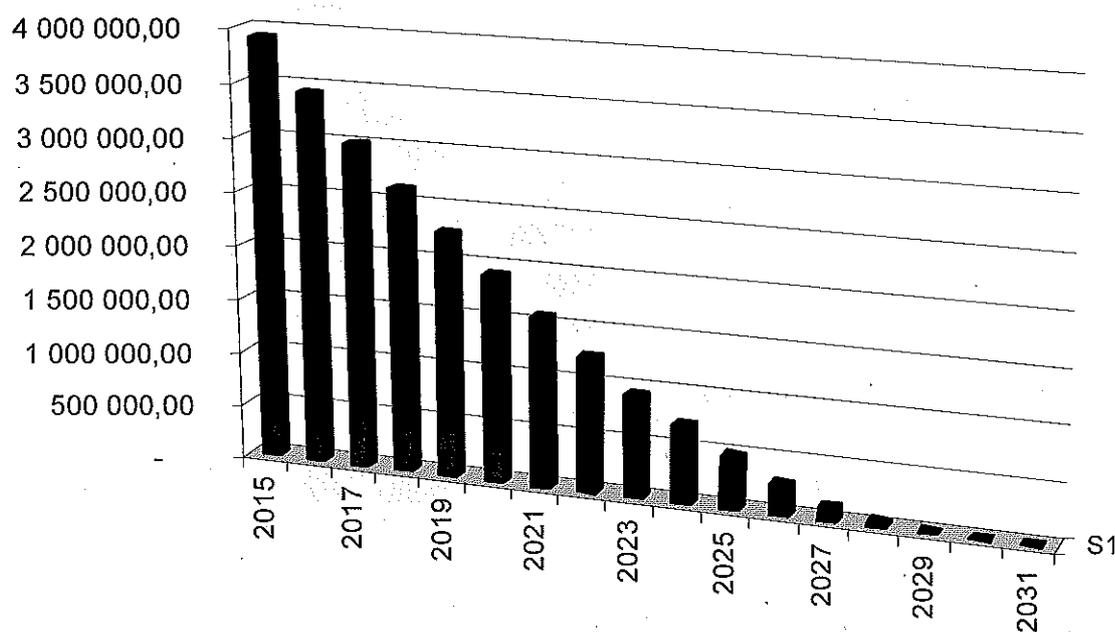
Résultat de clôture : - 694 150,57 €

Dette

Tableau de la dette au 31/12/2015

n° emprunt	Année d'encaissement	Dernière année de remboursement	Prêteur	Capital restant dû au 31/12
16	1996	2015	CDC	-
23	2006	2015	CAF	-
11	2001	2017	SFIL	53 971,23
18	2002	2017	crédit agricole	35 494,41
19	2003	2018	crédit agricole	77 931,69
20	2003	2018	crédit agricole	63 032,67
6	1998	2018	SFIL	16 490,70
22	2005	2020	crédit agricole	86 135,34
24	2006	2021	crédit agricole	106 551,33
25	2007	2021	crédit agricole	136 479,36
26	2008	2023	crédit agricole	169 490,95
27	2008	2023	crédit agricole	179 817,65
28	2008	2023	crédit agricole	89 908,67
29	2008	2023	SFIL	249 431,36
32	2010	2026	crédit agricole	342 886,76
33	2011	2026	crédit mutuel	215 000,00
34	2012	2027	caisse d'épargne	401 566,26
35	2013	2027	caisse d'épargne	400 000,04
36	2013	2028	crédit agricole	416 666,70
37	2013	2028	crédit mutuel	353 564,49
38	2014	2029	Banque Postale	466 328,37
21	2000	2032	CDC	49 532,48
				3 910 280,46

Plan d'extinction de la dette au 1/01/2016



Evolution de la charge de la dette

	2013	2014	2015	2016
encours de la dette (01/01/n)	3 984 250,16	4 361 539,19	4 381 827,25	3 910 280,46
annuité	652 789,42	612 482,20	601 862,00	588 934,23
capital	512 090,64	473 190,29	465 988,00	469 197,69
intérêts	140 698,78	139 291,91	135 874,00	119 736,54
annuité/hab	119,78	110,32	108,40	102,98
dette/hab	731,06	785,58	789,23	683,73

Evolution de la solvabilité

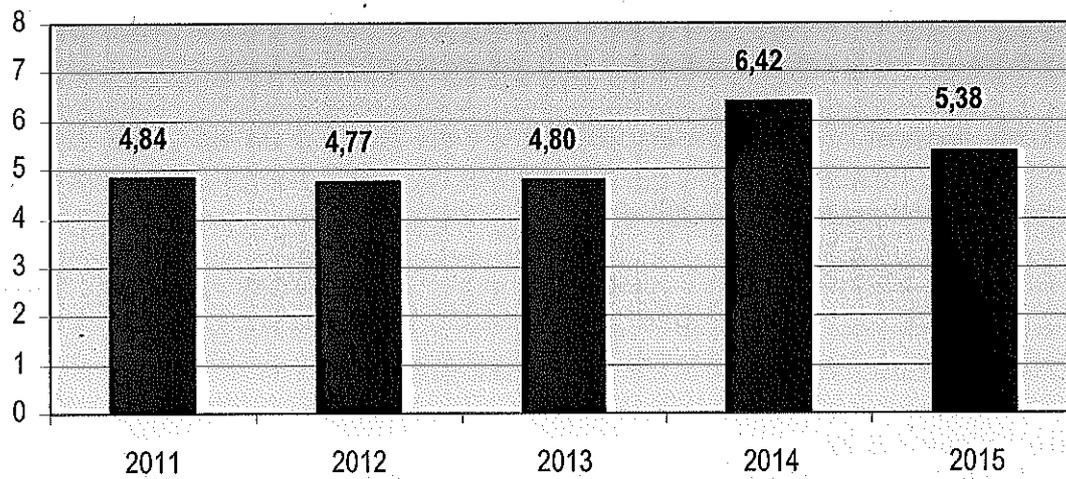
	2011	2012	2013	2014	2015
encours	4 308 381	4 133 957	3 984 250	4 361 539	4 381 827
épargne brute	890 737	866 063	829 923	679 405	814 300
solvabilité	4,84	4,77	4,80	6,42	5,38

Evolution de l'épargne nette

	2011	2012	2013	2014	2015
épargne brute	890 737	866 063	829 923	679 405	814 300
capital	478 935	458 754	512 091	473 190	472 297
épargne nette	411 802	407 309	317 832	206 214	342 003

Solvabilité 2011-2015

Encours de la dette / Epargne brute : exprimée en années



Budget général / Section d'investissement

Les réalisations 2015 s'élèvent, en dépenses d'investissement, à la somme de 1 856 115 €.
Les réalisations 2015 s'élèvent, en recettes d'investissement, à la somme de 1 161 964 €.

Le résultat de clôture fait ressortir un besoin de financement 694 151 € qui sera couvert par l'affectation du résultat 2015.

Les dépenses d'équipement s'élèvent en 2015 à 1 199 946 €.

Les plus gros postes de dépenses sont les travaux de voirie, le matériel de transport, les travaux urbains et les bâtiments communaux.

Le capital restant dû de la dette s'élève à 3 910 280 € au 31/12/2015.

Deux emprunts arrivent à échéance en 2017, trois en 2018 et un en 2020, soit six sur le mandat, un profil de désendettement qui a permis le recours à l'emprunt en janvier 2016 sur le budget général à hauteur de 500 000 €.

La solvabilité, correspondant au stock de la dette divisé par l'épargne brute. Elle s'exprime en nombre d'année et signifie le nombre d'année nécessaire à rembourser la dette si la totalité de l'épargne brute dégagée était affectée à ce désendettement.

En 2015, elle s'élève à 5,32.

L'épargne nette s'élève pour 2015 à 342 003 €.

La situation financière du budget général s'améliore en 2015 avec un ralentissement dans l'augmentation des dépenses contrairement aux recettes qui ont encore progressé cette année. Les dépenses augmentent à un rythme moins rapide que les recettes. En effet, des économies de fonctionnement sont constatées. Avec la baisse des dotations annoncée, il faudra poursuivre cet effort pour maintenir les marges de manœuvre financières.

II – Budget Eau

2.1 - Section d'exploitation

Réalisations 2015

Dépenses	BP 2015	CA 2015	Taux de réalisation
opérations réelles	516 900	489 871	94,77%
011 charges à caractère général	192 500	180 011,12	93,51%
012 charges de personnel	151 500	145 601,66	96,11%
014 atténuation de produits	99 100	99 035,00	99,93%
65 autres charges de gestion courante	2 100	264,19	12,58%
66 charges financières	20 000	15 164,77	75,82%
67 charges exceptionnelles	49 800	49 794,66	99,99%
022 dépenses imprévues	1 900	-	0,00%
opérations d'ordre	163 500	132 341	
virement à la section d'investissement	31 000		
amortissement	132 500	132 341,16	
TOTAL DEPENSES	680 400	622 212,56	91,45%
Recettes	BP 2015	CA 2015	Taux de réalisation
opérations réelles	680 400	647 773	95,20%
70 produits des services	666 400	645 314,38	96,84%
013 atténuation de charges	12 000	1 635,70	
77 produits exceptionnels	2 000	823,20	
002 solde positif reporté	-	-	
TOTAL RECETTES	680 400	647 773,28	95,20%

Excédent d'exploitation :

25 560,72 €

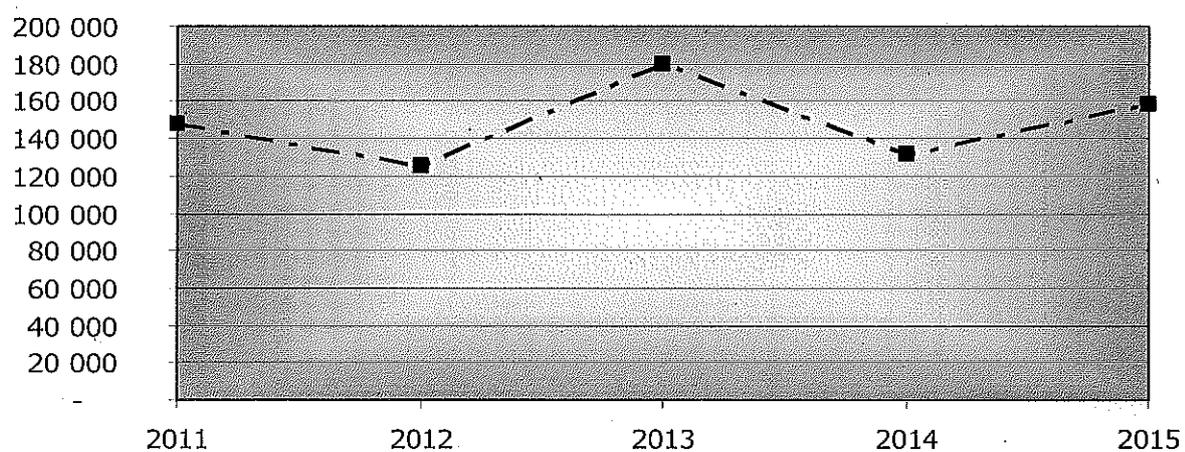
Evolution 2011-2015

Dépenses	2011	2012	2013	2014	2015
opérations réelles	432 002	445 755	406 457	440 330	489 871
011 charges à caractère général	167 308	181 993	150 456	169 966	180 011
012 charges de personnel	128 251	127 432	120 210	140 514	145 602
014 atténuation de produits	72 823	77 025	75 892	72 841	99 035
65 autres charges de gestion courante		740	4 106	1	264
66 charges financières	12 997	12 400	9 202	11 051	15 165
67 charges exceptionnelles	50 623	46 165	46 591	45 957	49 795
Recettes	2011	2012	2013	2014	2015
opérations réelles	580 112	571 345	585 883	572 025	647 773
70 produits des services	580 112	567 807	578 194	569 974	645 314
013 atténuation de charges		1 514	7 689	934	1 636
77 produits exceptionnels		2 024		1 116	823

Résultat d'exploitation

	2011	2012	2013	2014	2015
Recettes réelles	580 112	571 345	585 883	572 025	647 773
Dépenses réelles	432 002	445 755	406 457	440 330	489 871
Résultat d'exploitation	148 110	125 590	179 426	131 695	157 902

Evolution de l'épargne brute



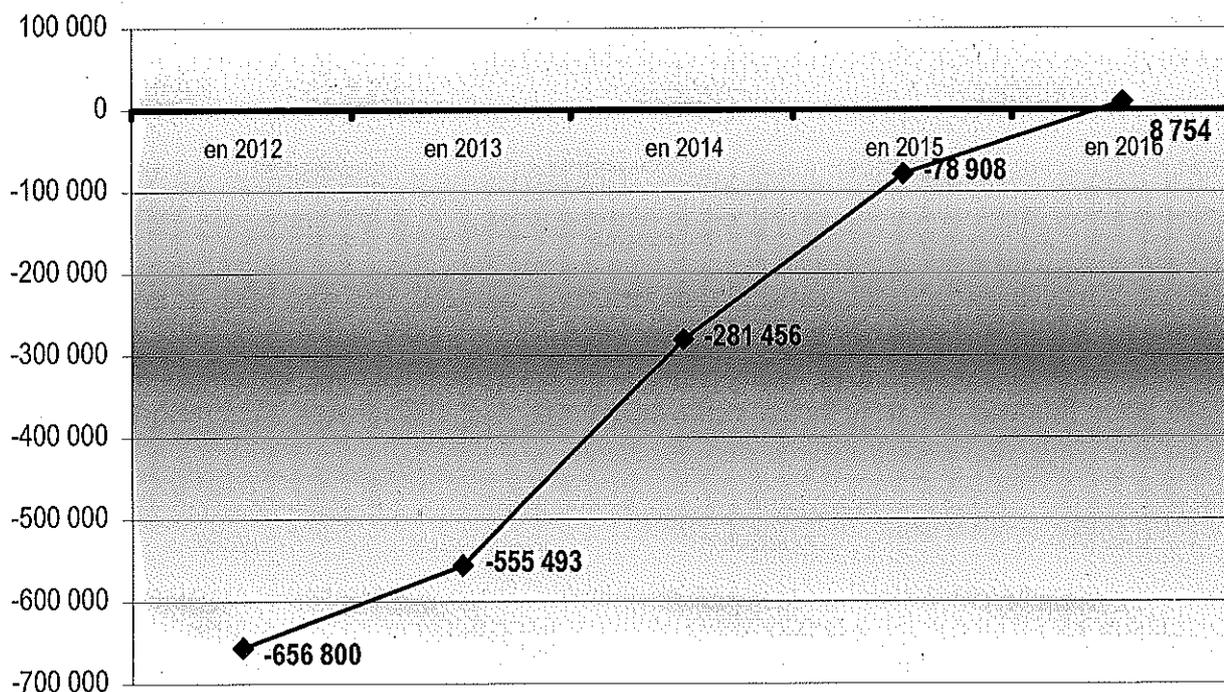
2.2 - Section d'investissement

Dépenses	BP 2015	CA 2015
opération réelles	958 000	268 301
20 immobilisations incorporelles	50 000	13 159,46
21 immobilisations incorporelles	-	-
23 immobilisations en cours	810 000	158 639,38
16 emprunts et dettes	98 000	96 502,48
020 dépenses imprévues	-	-
001 déficit reporté	78 909	
TOTAL DEPENSES	1 036 909	268 301,32
Recettes	BP 2015	CA 2015
opération réelles	873 409	223 622
10 dotations, fonds divers, réserves	14 145	14 145,37
13 subvention d'investissement	190 000	9 477,00
16 emprunts et dettes	669 264	200 000,00
opérations d'ordre	163 500	132 341
virement à la section d'investissement	31 000	
amortissement des immobilisations	132 500	132 341,16
TOTAL RECETTES	1 036 909	355 963,53

Résultat de clôture :	87 662,21 €
------------------------------	--------------------

Evolution du déficit d'investissement

déficit reporté	en 2012	en 2013	en 2014	en 2015	en 2016
	-656 800	-555 493	-281 456	-78 908	8 754



Dette

Tableau de la dette au 31/12/2015

n° emprunt	Début	Fin	Prêteur	Capital restant dû
31	2010	2025	crédit agricole	200 593,88
10	2002	2017	crédit agricole	8 927,12
11	2002	2017	crédit agricole	37 161,59
12	2005	2020	crédit agricole	38 554,63
13	2008	2023	crédit agricole	86 927,00
14	2010	2025	crédit agricole	65 074,18
15	2011	2026	BCME	71 666,64
18	2014	2029	bq postale	279 797,02
19	2015	2030	BCME	199 700,00
				988 402,06

Evolution de l'épargne nette

	2011	2012	2013	2014	2015
épargne brute	148 251	125 590	179 426	131 695	157 902
capital	66 929	58 499	76 633	82 225	96 502
épargne nette	81 322	67 091	102 793	49 470	61 399

Les réalisations 2015 s'élèvent, en dépenses de fonctionnement, à la somme de 622 213 €. Les réalisations 2015 s'élèvent, en recettes de fonctionnement, à la somme de 647 773 €. Le résultat de clôture est donc de 25 561 €.

Les dépenses réelles de fonctionnement ont augmenté de 11% par rapport à 2014.

Les recettes de fonctionnement sont en hausse. En effet, le chapitre 70 intègre une recette de 29 000 € supplémentaire par rapport aux exercices précédents, cette dernière était jusqu'alors comptabilisée dans le budget assainissement.

L'épargne brute 2015 (recettes réelles – dépenses réelles de fonctionnement) s'élève à 157 902 €.

Les réalisations 2015 s'élèvent, en dépenses d'investissement, à la somme de 268 301 €.

Les réalisations 2015 s'élèvent, en recettes d'investissement, à la somme de 355 963 €.

Le résultat de clôture est de 87 662 €.

Le déficit reporté en investissement est résorbé, passant de 656 800 € en 2012 à un excédent de 8 754 € à reporter sur l'exercice 2016.

Cette amélioration est due à la réaffectation de la dette effectuée en 2013, aux emprunts réalisés pour financer les investissements nouveaux, aux différentes affectations de résultat ainsi qu'aux tarifs de l'eau pratiqués depuis 2010.

L'épargne nette s'élève pour 2015 à 61 399 €.

III – Budget Assainissement

3.1 - Section d'exploitation

Réalisations 2015

Dépenses	BP 2015	CA 2015	Taux de réalisation
opérations réelles	206 700	192 281	93,02%
011 charges à caractère général	116 800	111 930,28	95,83%
012 charges de personnel	37 400	34 259,58	91,60%
014 atténuations de produits	-	-	-
65 autres charges de gestion courante	2 500	85,19	3,41%
66 charges financières	45 000	44 784,93	99,52%
67 charges exceptionnelles	2 000	1 221,19	61,06%
022 dépenses imprévues	3 000	-	0,00%
opérations d'ordre	111 500	111 159	
amortissement	111 500	111 159,49	
023 virement à la section d'investissement	20 000	-	
TOTAL DEPENSES	338 200	303 440,66	89,72%

Recettes	BP 2015	CA 2015	Taux de réalisation
opérations réelles	338 200	307 233	90,84%
70 produits des services	338 000	307 232,83	
75 autres produits de gestion courante	100	-	
77 produits exceptionnels	100	-	
002 solde positif reporté	-		
TOTAL RECETTES	338 200	307 232,83	90,84%

Résultat d'exploitation :

3 792,17 €

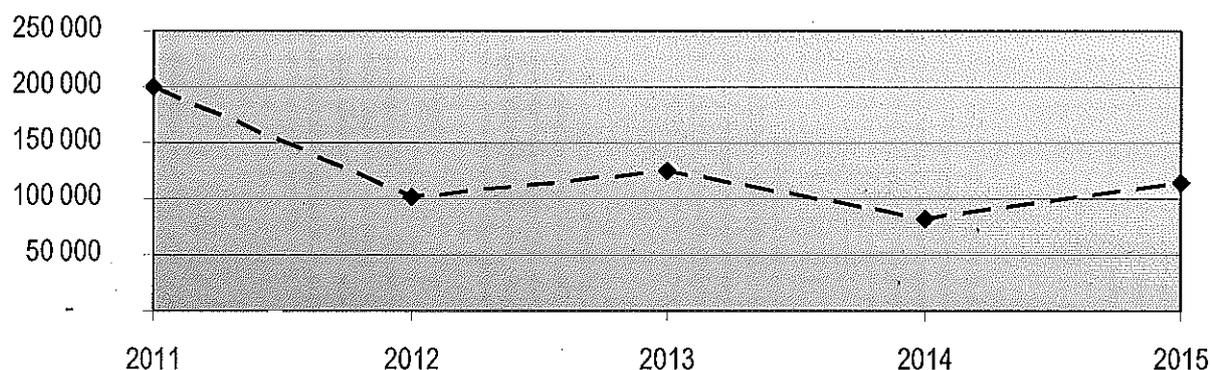
Evolution 2011-2015

Dépenses	2011	2012	2013	2014	2015
opérations réelles	172 698	190 341	209 998	208 772	192 281
011 charges à caractère général	99 827	105 124	94 087	107 477	111 930
012 charges de personnel	46 191	48 043	45 798	33 141	34 260
014 atténuation de produits	13 011	21 537	30 277	30 432	-
65 autres charges de gestion courante	403		3 127	-	85
66 charges financières	12 455	12 035	33 065	37 489	44 785
67 charges exceptionnelles	811	3 601	3 644	233	1 221
Recettes	2011	2012	2013	2014	2015
opérations réelles	372 045	292 647	335 674	291 510	307 233
70 produits des services	372 045	292 647	335 674	291 155	307 233
75 autres produits de gestion courante				341	-
77 produits exceptionnels				14	-

Epargne brute

	2011	2012	2013	2014	2015
Recettes réelles	372 045	292 647	335 674	291 510	307 233
Dépenses réelles	172 698	190 341	209 998	208 772	192 281
Epargne brute	199 347	102 306	125 676	82 738	114 952

Evolution de l'épargne brute 2011-2015



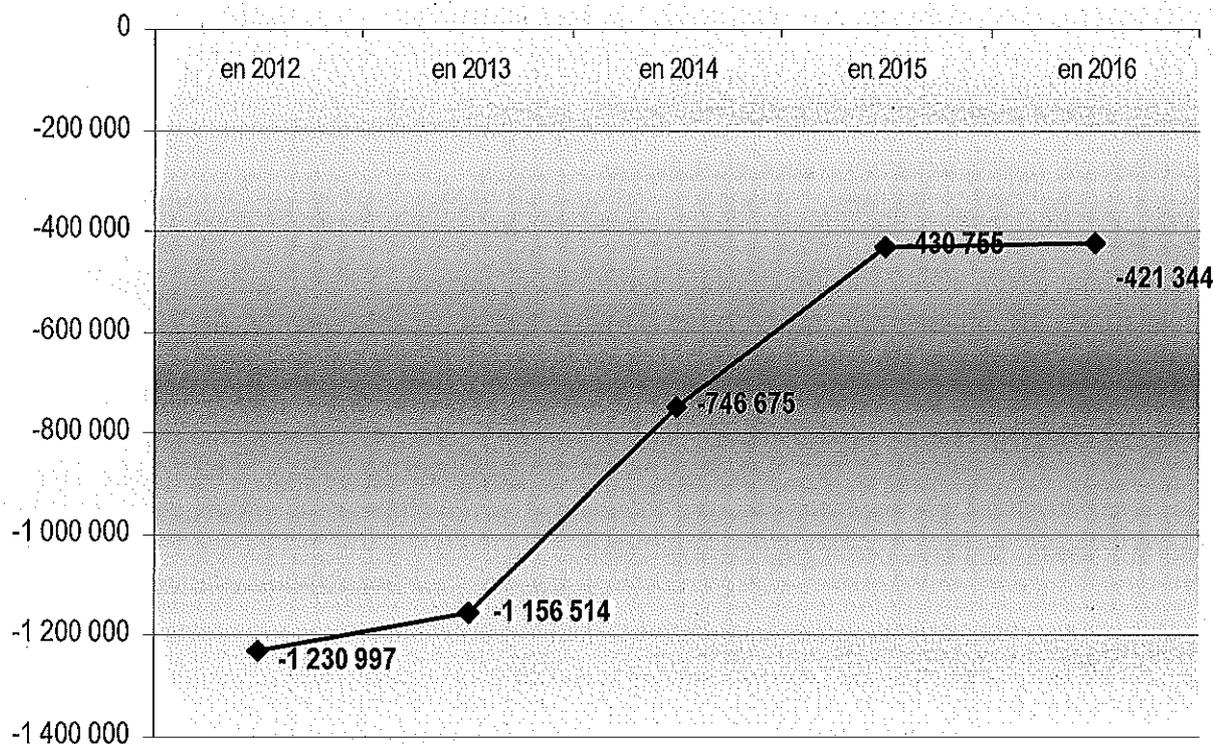
3.2 - Section d'investissement

Dépenses	BP 2015	CA 2015
opération réelles	195 000	134 580
20 immobilisations incorporelles	20 000	16 065,37
21 immobilisations corporelles	-	235,06
23 immobilisations en cours	55 000	22 724,15
16 emprunts et dettes	100 000	95 555,61
020 dépenses imprévues	20 000	-
opérations d'ordre	-	-
amortissement des subventions	-	-
001 déficit reporté	430 756	
TOTAL DEPENSES	625 756	134 580,19
Recettes	BP 2015	CA 2015
opération réelles	494 256	32 832
13 subvention d'investissement		6 000,00
10 dotations, fonds divers, réserves	26 832	26 831,64
16 emprunts et dettes	467 424	-
opérations d'ordre	111 500	111 159
amortissement des immobilisations	111 500	111 159,49
021 virement de la section d'exploitation	20 000	-
TOTAL RECETTES	625 756	143 991,13

Résultat de clôture : 9 410,94 €

Evolution du déficit d'investissement

déficit reporté	en 2012	en 2013	en 2014	en 2015	en 2016
	-1 230 997	-1 156 514	-746 675	-430 755	-421 344



Dette

Tableau de la dette au 31/12/2015

n° emprunt	Début	Fin	Prêteur	Capital restant dû
30	2008	2024	BCME	314 974,53
7	2002	2015	crédit agricole	-
1	2002	2018	dexia	16 490,69
17	2008	2023	crédit agricole	86 927,00
18	2010	2025	crédit agricole	65 074,17
19	2011	2026	BCME	71 666,64
20	2012	2027	caisse d'épargne	160 000,04
22	2013	2028	BCME	88 391,10
25	2014	2029	BCME	279 915,92
				1 083 440,09

Evolution de l'épargne nette

	2011	2012	2013	2014	2015
épargne brute	199 347	102 306	125 676	82 738	114 952
capital	73 293	57 638	75 251	105 530	95 556
épargne nette	126 054	44 668	50 425	22 792	19 396

Budget Assainissement

Les réalisations 2015 s'élèvent, en dépenses de fonctionnement, à la somme de 303 441 €.

Les réalisations 2015 s'élèvent, en recettes de fonctionnement, à la somme de 307 233 €.

Le résultat de clôture est donc de 3 792 €.

Les dépenses de fonctionnement ont baissé de 7,9% par rapport à 2014.

Les recettes de fonctionnement sont en hausse.

L'épargne brute 2015 (recettes réelles – dépenses réelles de fonctionnement) s'élève à 114 952 €.

Les réalisations 2015 s'élèvent, en dépenses d'investissement, à la somme de 134 580 €.

Les réalisations 2015 s'élèvent, en recettes d'investissement, à la somme de 143 991 €.

Le résultat de clôture est de 9 411 €.

Le déficit reporté en investissement s'est résorbé, passant de 1 230 997 € en 2012 à 421 344 € à reporter sur l'exercice 2016.

Cette amélioration est due à la réaffectation de la dette effectuée en 2013, aux emprunts réalisés pour financer les investissements nouveaux, aux différentes affectations de résultat ainsi qu'aux tarifs de l'eau pratiqués depuis 2010.

L'épargne nette s'élève pour 2014 à 19 396 €.

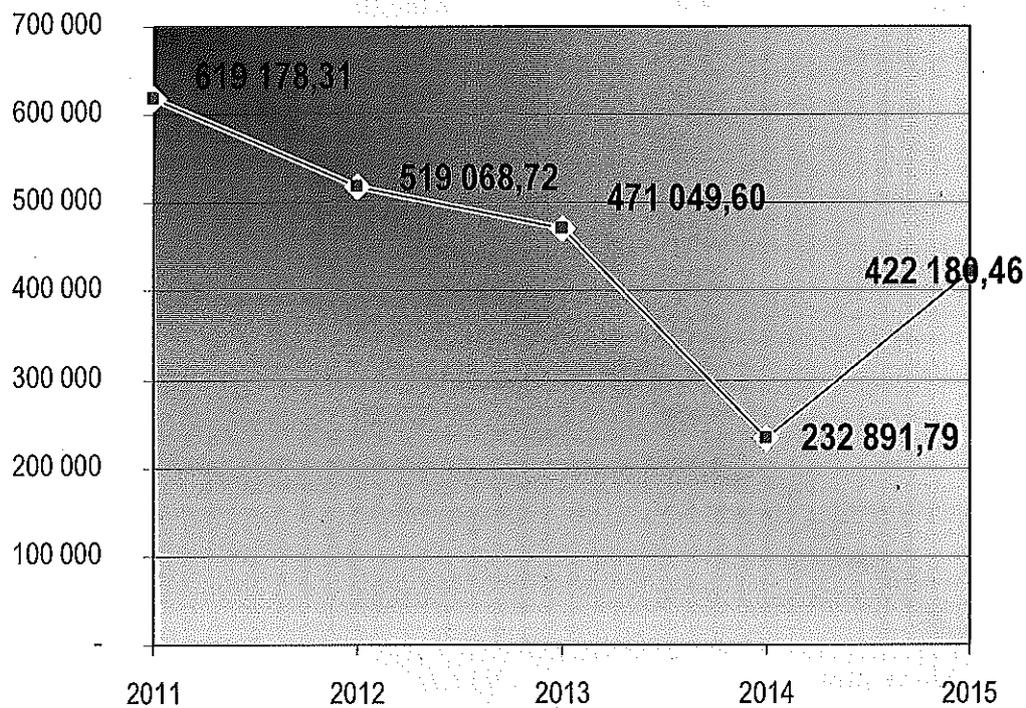
Les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement sont tendus mais s'améliorent.

Les dépenses de fonctionnement sont stables.

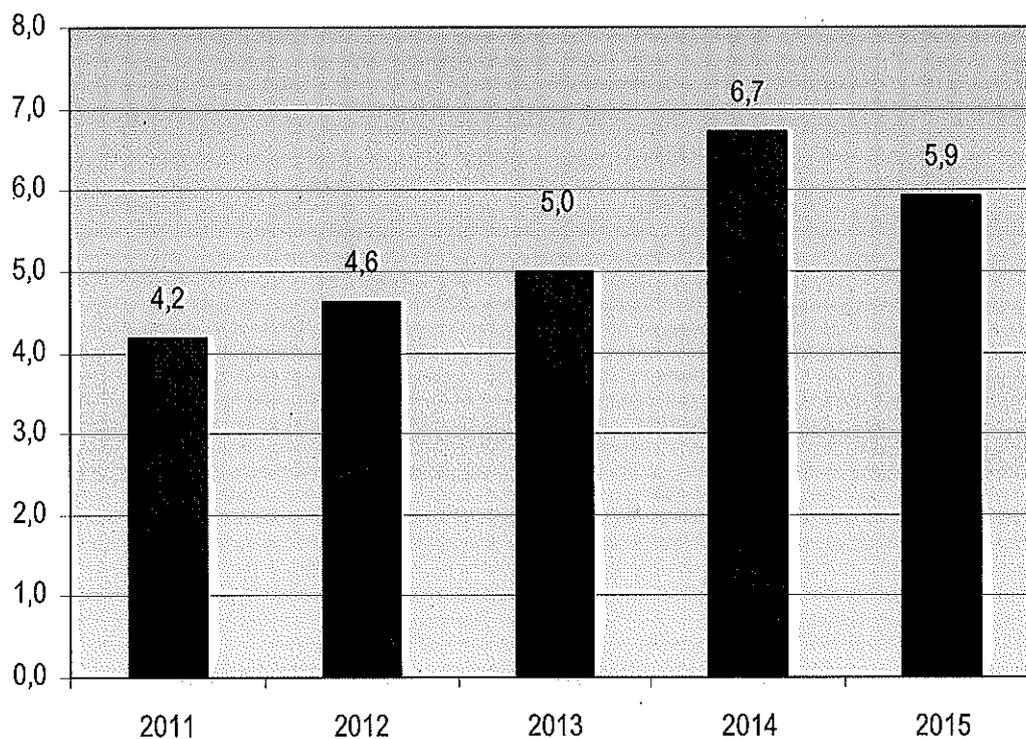
Et les déficits ont été significativement résorbés.

Budget général - Eau - Assainissement

Evolution de l'épargne nette



Solvabilité 2011 - 2015



V - Budgets annexes

5.1 - Ateliers relais

Réalisations 2015 / Fonctionnement

Dépenses	BP 2015	CA 2015
opérations réelles	14 400	3 702
011 charges à caractère général	6 200	1 915,00
65 autres charges de gestion courante	2 500	-
66 charges financières	5 000	1 787,28
67 charges exceptionnelles	200	-
022 dépenses imprévues	500	-
opérations d'ordre	27 250	-
virement à la section d'investissement	27 250	-
TOTAL DEPENSES	41 650	3 702,28
Recettes	BP 2015	CA 2015
opérations réelles	41 650	42 242,82
73 impôts et taxes	650	694,49
75 autres produits de gestion courante	41 000	41 548,33
002 solde positif reporté	-	-
TOTAL RECETTES	41 650	42 242,82

Résultat de clôture : 38 540,54 €

Réalisations 2015 / Investissement

Dépenses	BP 2015	CA 2015
opérations réelles	-	22 421
23 immobilisations en cours	-	-
16 emprunts et dettes	-	22 420,92
020 dépenses imprévues	-	-
opérations d'ordre	28 056	-
déficit reporté	28 056	-
TOTAL DEPENSES	28 056	22 420,92
Recettes	BP 2015	CA 2015
opérations réelles	37 180	37 180
10 dotations, fonds divers	37 180	37 180,00
opérations d'ordre	27 250	-
virement de la section de fonctionnement	27 250	-
TOTAL RECETTES	64 430	37 180,00

Résultat de clôture : 14 759,08 €

5.2 - Pompes funèbres

Réalisations 2015 / Fonctionnement

Dépenses	BP 2015	CA 2015
opérations réelles	27 000	11 523
011 charges à caractère général	5 500	1 522,78
012 charges de personnel	20 000	10 000,00
65 autres charges de gestion courante	1 000	-
67 charges exceptionnelles	500	
TOTAL DEPENSES	27 000	11 523
Recettes	BP 2015	CA 2015
opérations réelles	27 000	15 212
70 produits de services	13 557	15 200,09
76 produits financiers	-	11,53
002 solde positif reporté	13 443	-
TOTAL RECETTES	27 000	15 211,62
Résultat de clôture :		3 688,84 €

5.3 – Logements sociaux

Réalisations 2015 / Fonctionnement

Dépenses	BP 2015	CA 2015
opérations réelles	5 500	4 745
011 charges à caractère général	500	-
65 autres charges de gestion courante	100	-
66 charges financières	4 900	4 745,39
opérations d'ordre	4 300	-
virement à la section d'investissement	4 300	-
TOTAL DEPENSES	9 800	4 745,39
Recettes	BP 2015	CA 2015
opérations réelles	9 800	10 126,44
73 impôts et taxes	100	360,00
75 autres produits de gestion courante	9 700	9 766,44
TOTAL RECETTES	9 800	10 126,44
Résultat de clôture :		5 381,05 €

Réalisations 2015 / Investissement

Dépenses	BP 2015	CA 2015
opérations réelles	9 670	4 138
23 immobilisations en cours	4 670	-
16 emprunts et dettes	5 000	4 137,61
opérations d'ordre	60 330	-
déficit reporté	60 330	-
TOTAL DEPENSES	70 000	4 137,61
Recettes	BP 2015	CA 2015
opérations réelles	65 700	5 896
10 dotations, fonds divers	11 339	5 896,44
13 subventions		
16 emprunts et dettes	54 361	
opérations d'ordre	4 300	-
virement de la section de fonctionnement	4 300	-
TOTAL RECETTES	70 000	5 896,44
Résultat de clôture :		1 758,83 €

ANALYSE PROSPECTIVE

I – Budget général

1.1 – Simulation du CA 2016

Chapitres	Evolution retenue	CA 2015	Hypothèse 1 : 2016 avec 2 emprunts (1 000 000 €)	Hypothèse 2 : 2016 avec 3 emprunts (1 200 000 €)
011 charges à caractère général	2,00%	1 212 523	1 248 373	1 248 373
012 charges de personnel	4,50%	2 292 696	2 395 867	2 395 867
65 autres charges de gestion courante	estimé	572 627	586 121	586 121
66 charges financières	réel	128 701,32	130 529	131 189
67 charges exceptionnelles	3000	1 826	3 000	3 000
TOTAL		4 208 373	4 363 891	4 364 950
013 atténuation de charges	90 000	115 245,60	90 000,00	90 000,00
70 produits des services	1,00%	296 075,18	299 035,93	299 035,93
73 impôts et taxes	1,00%	3 106 065,47	3 137 126,12	3 137 126,12
74 dotations, subventions et participations	estimé	1 409 674,04	1 343 470,15	1 343 470,15
75 autres produits de gestion courante	1%	78 210,63	74 000,00	74 000,00
77 produits exceptionnels	3000	17 401,83	3 000,00	3 000,00
TOTAL		5 022 672,75	4 946 632,21	4 946 632,21
CAF Brute		823 681,72	582 741,13	581 682,21
Remboursement de capital		472 296,99	506 197,00	509 097,00
CAF nette		342 002,44	76 844,13	72 585,21

Le Ca prévisionnel se réalise avec un total de dépenses réelles de 4 363 891 € (hypothèse 1).

Les recettes sont calculées à taux constants et compte tenu des baisses des dotations.

La réalisation des investissements déjà engagés sur 2016 nécessite d'avoir recours à l'emprunt.

Un emprunt de 500 000 € a déjà souscrit en février 2016.

Proposition pour 2016 :

1- **hypothèse 1** : souscription d'un emprunt supplémentaire de 500 000 € en milieu d'année 2016, soit au total 1 000 000 €.

2- **hypothèse 2** : souscription de 2 emprunts supplémentaires :

- un de 500 000 € en milieu d'année,

- un de 200 000 € en octobre 2016.

Pour rappel, 2 emprunts arrivent à échéance en 2017, 3 en 2018 et 1 en 2020, soit six sur le mandat, un profil de désendettement qui permet déjà le recours à l'emprunt en février 2016 sur le budget général à hauteur de 500 000 €.

1.2 – Prospectives d'investissement 2016

Investissements vus en commissions

Programme d'investissement	Montant TTC
Espaces verts	12 730
aménagements urbain	12 730
Voirie urbaine, travaux urbains	1 050 620
marché à bon de commande	210 000
PEM, voirie	50 000
Abords maison de l'enfance	100 000
maison de l'enfance, réseau raccordement eu/ep/aep	10 000
parking Diwan	5 000
rue du Trévoux aménagement	225 000
rue du Trévoux candélabre éclairage	33 120
suivi programme voirie SDEF	5 500
rue des Frères Le Gac, aménagement	100 000
rue des Frères Le Gac, effacement réseaux 2014	5 000
route de Quimperlé, effacement réseaux	28 000
route de St Thurién, effacement réseaux (tranches 1 & 2)	156 000
aménagement parking Bellevue	20 000
lotissement Le Sann	11 000
lotissement Kermerour Pont Kereon	92 000
Ecole élémentaire Mona Ozouf	176 388
2 ordinateurs & 2 vidéoprojecteurs	4 400
tablette de pointage	8 000
photocopieuse noiret blanc	5 950
4 rayonnages à cartable	2 000
fenêtres, portes	150 000
pupitres	1 500
barrières protection pelouse	4 538
Ecole maternelle	38 386
jeux extérieurs	13 500
vélo	1 000
chalet extérieur	3 960
meublier (12 tables et 12 chaises)	2 000
revêtement de la cour des petits	4 000
meubles de rangement	1 000
machine à laver 11 kg	526
draps + bavoirs	1 000
rideaux pour 4 classes	11 400

Investissements déjà engagés

Bâtiments	1 017 494
bâtiment PEM, niveau RDC	120 000
crèche	302 000
maison du directeur	10 000
salle de musique (Bosco), étude	23 160
salle de musique (Bosco), travaux d'aménagement	240 000
patronage, démolition 1ère et 2ème parties	20 000
chambre funéraire, porte coupe feu	2 400
Gymnase Boedec, dojo, éclairage	3 600
Scarlett, éclairage, équipement intérieur	3 000
maisons Le Gall, achat	100 000
maison Le Gall, démolition	7 200
réhabilitation ex crèche	3 600
Ecole Diwan, petits travaux sécurité cour	600
salle J Moulin	7 934
cuisine centrale, extension vestiaire + rénov sol	45 000
aménagement mairie	72 000
mairie, salle 05 du collège	12 000
atelier relais, aménagement local WC	4 000
Maison médicale, étude	20 000
Bâtiments modulaires, toiture infiltrations	20 000
rozhuél, poêle	1 000
Voirie rurale	198 400
Sivom	150 000
Louzouec aménagement voie d'accès	48 400
Sports	1 136 400
piste d'athlétisme	960 000
praticable gym	35 000
salle de hand, plafond	74 400
salle de hand, éclairage	25 200
hand, rénovation vestiaire	1 800
cours de tennis, rénovation	30 000
complexe Boedec, étude énergétique	10 000
Communication	1 200
site internet, charte graphique	1 200
Tourisme	57 651
gîte communal, travaux intérieurs, accessibilité	54 000
gîte, machine à laver + sèche-linge	1 251
plan commune et sentiers à afficher	2 400
Accessibilité	122 000
EPHAD, cour intérieur	60 000
voirie urbaine+bâtiment accessibilité	30 000
rue de la gare, aménagement (pharmacie) + ralentisseur	20 000
rampe d'accès office du tourisme	12 000

Citoyenneté	4 000
Mise en place d'un conseil municipal des jeunes	4 000
Culture	1 143 501
Médiathèque – engagement dans le plan de lecture publique	1 140 889
médiathèque, ordi+tablette+liseuse	1 632
bocal son, matériel	980
Développement durable	273 400
travaux eaux pluviales suite schéma directeur	60 000
étude réseau de chaleur	30 000
réseau de chaleur (MO+AMO)	83 400
réseau de chaleur, travaux	100 000
TOTAL Commissions	5 232 170

Autres investissements / Demandes des services

Pôle	Prévision
Direction générale	0
Administration générale	2 172
Vie locale	59 998
Technique	137 810
TOTAL	199 980

Capacité d'investissement souhaitée sur 2016 =	5 432 150,38 €
Capacité d'investissement réalisable sur 2016 =	1 622 960,00 €
Capacité nette d'investissement réalisable sur 2016 sans emprunt =	713 288,00 €
<i>dont investissements engagés =</i>	<i>1 222 960,00 €</i>

II – Budget Eau

Prospective d'investissements 2016

Investissements vus en commissions

Investissement	
marché bon de commande eau potable	3 000
ordinateur SIG	1 200
Remplacement de la supervision WIT par Sofrel	8 400
remplacement capots de poteaux incendie	4 000
interface pour la relève radio des compteurs d'eau	1 000
module radio émetteur pour compteur d'eau	5 000
Compteurs divers	80 000
Protection intérieure cuve Guernic	30 000
Clôture captages	60 000
Compteur de sectorisation	80 000
Périmètres plans de captages	400 000
TOTAL dépense d'équipement	672 600
excédent reporté	8 754
remboursement de la dette	125 282
subvention	189 526
Total	599 602
Besoin de financement :	797 882 €

III – Budget Assainissement

Investissements vus en commissions

Investissements 2016	
suivi agronomique des épandages de boues de la station	3 800
2 débimètres	24 000
1 pompe polymère	3 000
1 aérateur	42 000
bâche de la serre	16 500
ordinateur de la supervision	1 200
maintenance de la centrifugeuse	2 400
Remplacement de la supervision WIT par Sofrel	25 000
résidence Men Guen	30 000
étude technique réseau assainissement kervinic	12 000
réalisation 1ère tranche travaux assainissement Kervinic	500 000
Total dépenses d'équipement	659 900
déficit reporté	421 344
remboursement de la dette	95 626
Total	1 176 870
Besoin de financement :	1 176 870,06 €

